



**DTM**

MATRICE DE SUIVI  
DES DÉPLACEMENTS

# NIGER – DÉPLACEMENTS INTERNES

## RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DES VILLAGES

AVRIL 2023

Légende : Déplacés internes dans la région de Diffa, Niger  
© Crédit : OIM NIGER, février 2023.

## INTRODUCTION

Depuis 2014 le Niger est touché par de multiples crises sécuritaires ainsi que des désastres naturels récurrents qui ont causé le déplacement de centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays. Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri sont les régions les plus touchées par ces phénomènes (insécurité et désastres naturels). Jusqu'en 2022, les attaques des groupes armés ont continué à pousser les populations à fuir leurs localités pour trouver refuge dans des zones plus stables. À cela s'ajoutent aussi les désastres (inondations, pluies torrentielles etc.) qui touchent les populations chaque année.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Niger a mis en œuvre la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM en anglais) en 2016 en étroite collaboration avec le gouvernement du Niger pour collecter et diffuser des informations régulièrement sur la population mobile afin d'offrir au gouvernement et partenaires humanitaires une meilleure compréhension des mouvements de populations et des besoins changeants sur les lieux de déplacement ou de transit au Niger. L'outil DTM comporte quatre composantes: le suivi des mouvements de population, le suivi des flux migratoires, les enregistrements et les enquêtes. Pour apporter son appui au gouvernement et aux partenaires humanitaires afin de mieux comprendre les tendances de déplacement et la situation des déplacés, l'OIM en collaboration avec le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC) a mis en œuvre la composante suivi des mouvements de population depuis 2019, appelée « Évaluation des Villages » (*Village Assessment Survey* (VAS), en anglais).

## MÉTHODOLOGIE

L'OIM, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, a conduit une évaluation village à travers des informateurs clés qui ont une très bonne connaissance de la situation de déplacement dans les localités. Cette évaluation fournit des informations sur les causes et périodes de déplacements, le nombre de ménages et de personnes déplacées et les besoins humanitaires sectoriels. La collecte de données a été conduite du 7 mars au 9 avril 2023 dans les régions de Diffa, de Maradi, de Tillabéri et de Tahoua par des enquêteurs qui ont été formés sur la méthodologie DTM pour la collecte des données de l'évaluation VAS.

La collecte des données de l'évaluation s'est faite à trois niveaux:

- Au niveau département : Pour l'identification des communes qui hébergent des personnes déplacées.
- Au niveau commune : Pour l'identification des localités qui hébergent des personnes déplacées.
- Au niveau localité : Pour mettre en évidence le nombre des déplacés par localité, la répartition par sexe et âge (en utilisant le calculateur démographique), les causes et période de déplacement, les besoins sectoriels au niveau localité, les services de base existants et leur accessibilité, la cohésion sociale, l'accès aux moyens de subsistance ainsi que sur l'utilisation des mécanismes de redevabilité.

La collecte de données a été supervisée par le personnel de l'OIM, le MAH/GC et la Direction Régionale de l'Etat Civil des Migrations et des Réfugiés (DREC/MR).

Au total, 35 enquêteurs ont été déployés dans 631 villages ou sites hébergeant des déplacés dans les régions de Diffa, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéri. Ces régions couvrent environ 32 pour cent du territoire nigérien. Plus de 1 020 informateurs clés ont participé d'une manière volontaire à l'évaluation.

### Avis aux lecteurs

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes sont fournies uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

# SITUATION GÉNÉRALE DES DÉPLACEMENTS

**631 Localités visitées**  
52 communes, 23 départements, 4 régions

**353 083 PDI\***  
71 251 Ménages

**66 888 Retournés (anciennes PDI)**  
13 098 Ménages

\* Personne Déplacée Interne

## Région de Diffa

282 Localités visitées  
11 communes, 6 départements  
168 715 PDI  
42 175 Ménages

## Région de Maradi

111 Localités visitées  
8 communes, 2 départements  
18 129 PDI  
3 219 Ménages

## Région de Tahoua

94 Localités visitées  
8 communes, 6 départements  
40 510 PDI  
6 992 Ménages

## Région de Tillabéri

144 Localités visitées  
25 communes, 9 départements  
125 729 PDI  
18 865 Ménages

## RÉSULTATS CLÉS DE L'ENQUÊTE

95% de déplacement sont causé par l'insécurité et 5 pour cent par les désastres.

59% des personnes déplacés vivent dans des sites temporaires et 41 pour cent et sont hébergés au sein des communautés hôtes.

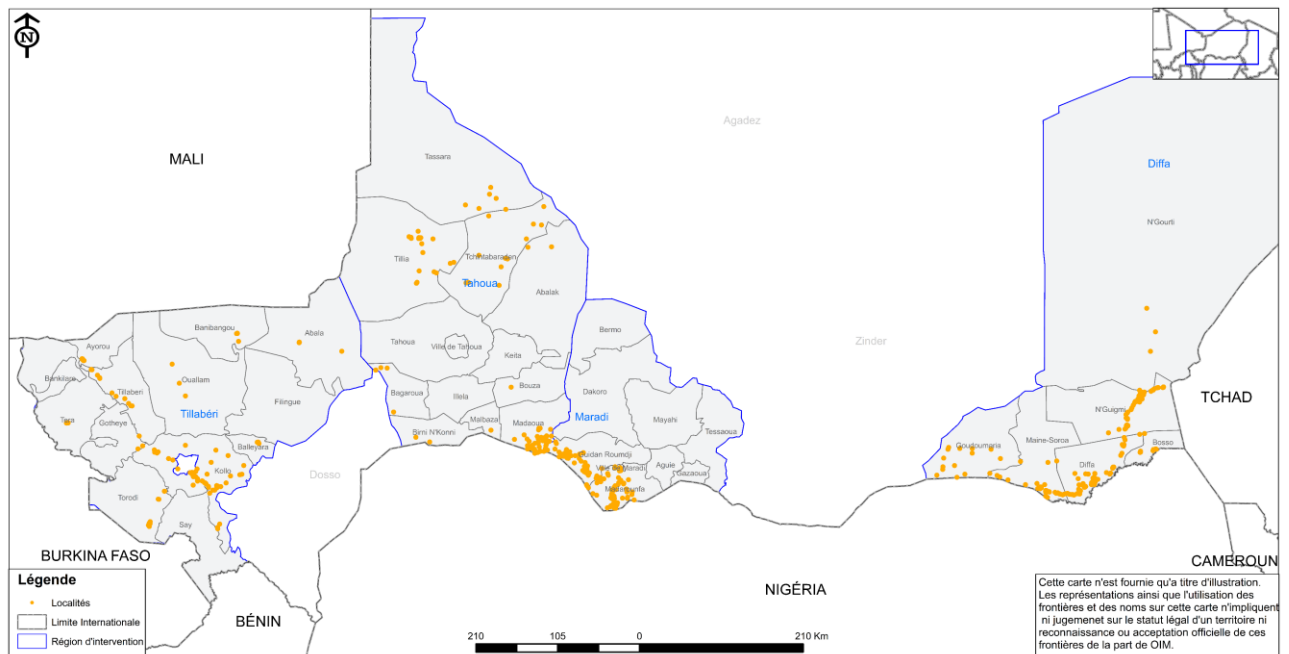
81% des ménages retournés anciennes PDI sont retournés dans leur lieu d'origine dû à l'amélioration de la situation sécuritaire.

80% des localités évaluées ont déclaré que la relation entre les PDI et les communautés hôtes est bonne.

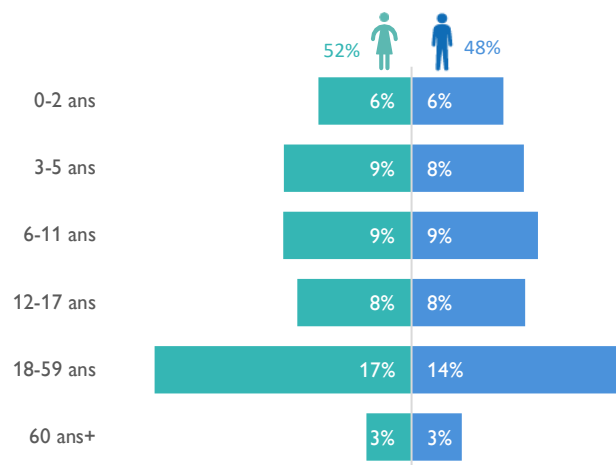
Plus de 75% des localités évaluées ont déclaré qui sont en sécurité.

Plus de 50% des localités évaluées ont déclaré que tous les enfants fréquentent l'école.

Carte 1: Localités visitées



## INFORMATION DÉMOGRAPHIQUE



Vulnérabilités	Pourcentage
Femmes allaitantes	8%
Femmes enceintes	5%
Chefs de famille monoparentale (Femme)	2%
Orphelins de père et de mère	2%
Personnes vivant avec maladie chronique	1%
Enfants chef de ménage	1%
Chefs de famille monoparentale (Homme)	1%
Enfants séparés de leurs parents	<1%
Chefs de famille monoparentale (Mineur)	<1%
Mineurs non accompagnés	<1%

La majorité des personnes déplacées sont des enfants de moins de 18 ans (63%), les personnes entre 18 et 59 ans sont de 31 pour cent et le reste sont de personnes âgées 60 ans et plus (6%). Ceci montre que la population déplacée est très jeune. Parmi les déplacés, 52 pour cent sont de femmes et 48 pour cent des hommes, ceci montre que les personnes les plus touchées par la crise humanitaire causée par l'insécurité et les désastres au Niger sont les femmes et les enfants. Plusieurs vulnérabilités ont été enregistrés dans les localités évaluées, les principales vulnérabilités sont; les femmes allaitantes (8%), les femmes enceintes (5%), les chefs de famille monoparentale (femme) (2%) et les orphelins de père et de mère (2%).



Figure 1: Période et cause de déplacement des ménages PDI

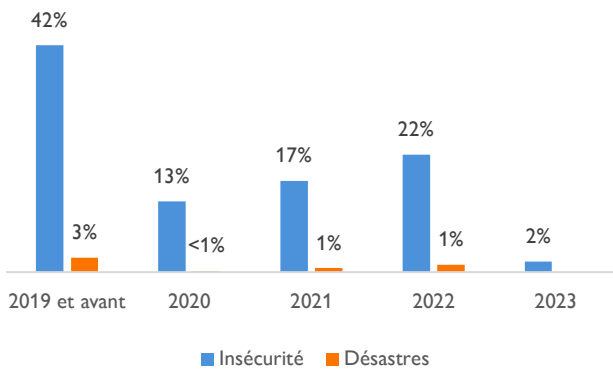
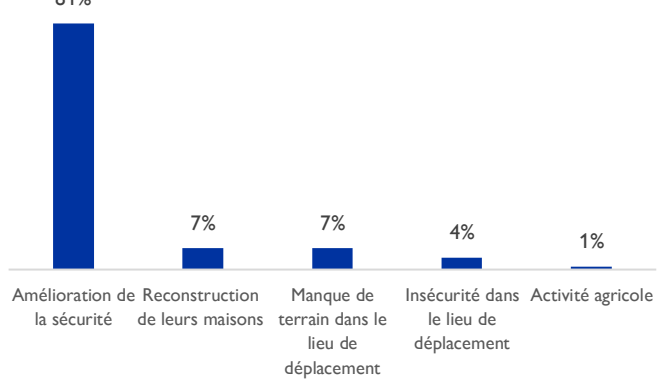
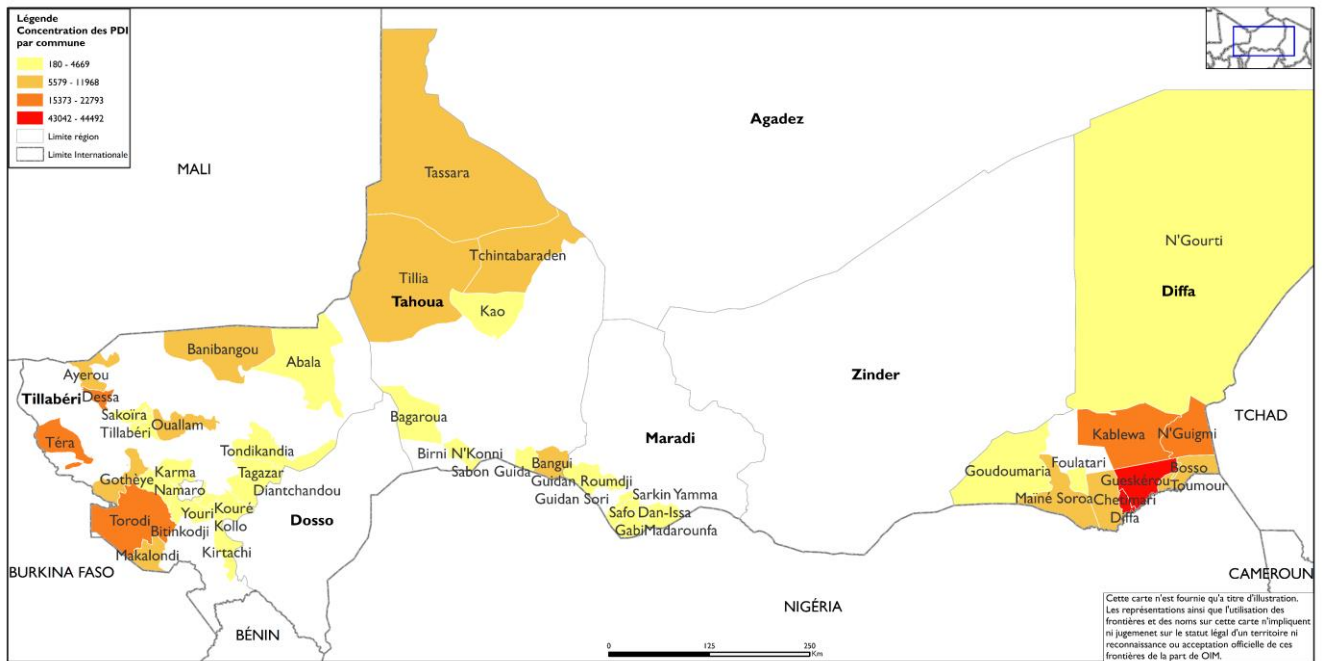


Figure 2: Raisons de retour des ménages retournés anciennes PDI

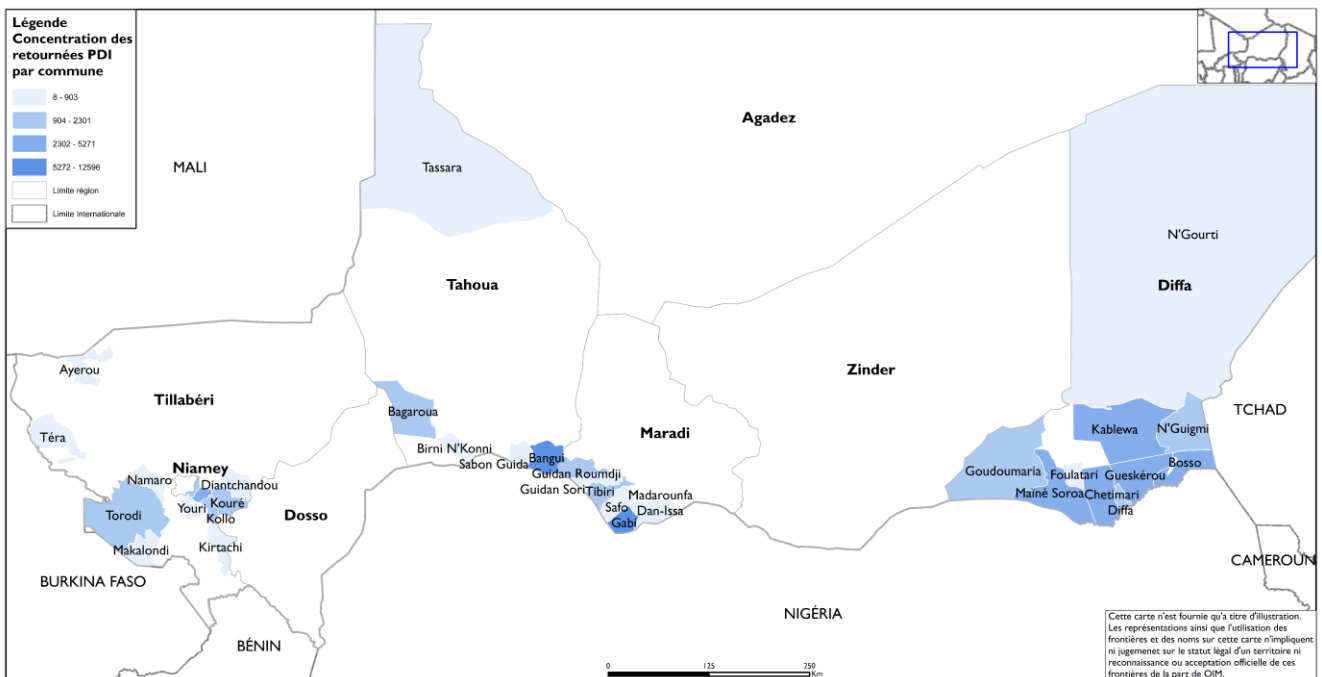


Les cartes ci-après illustrent la concentration des PDI par commune de déplacement et la concentration des retournés par commune de retour.

Carte 2: Concentration des PDI par commune

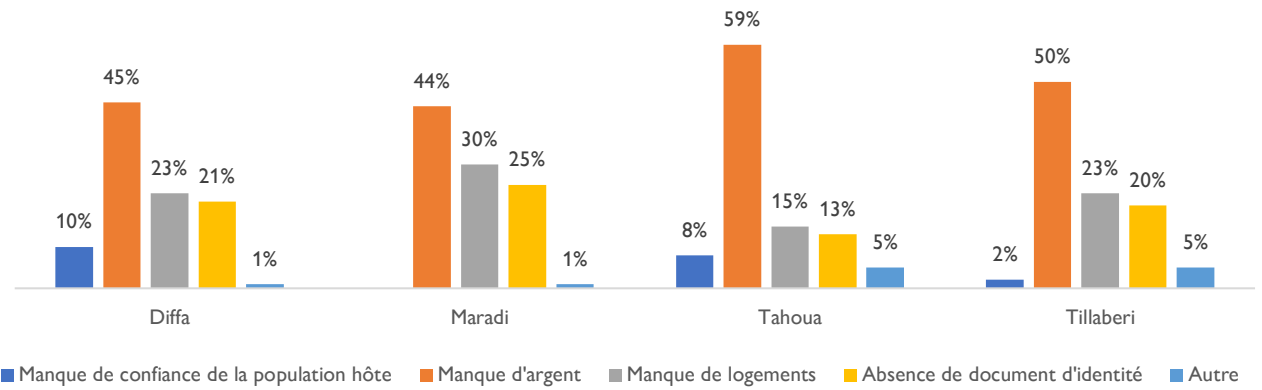


Carte 3: Concentration des Retournés par commune



L'insécurité (95%) est la cause principale de déplacement dans les quatre régions concernées au Niger. La majorité des ménages déplacés (56%) ont été déplacés après 2019. Malgré le déplacement intense, il a été rapporté par les informateurs clés un important retour des ménages déplacés dans les lieux d'origine. La principale raison de retour est l'amélioration de la sécurité (81% de localités évaluées). Diffa est la région qui compte un important nombre de retour (37% de l'effectif des retournés anciennes PDI).

Figure 3: Difficultés rencontrées par les PDI dans les localités par région



Les trois principales difficultés rencontrées par les ménages déplacés dans les lieux de déplacement sont le manque d'argent (49%), le manque de logements (23%) et l'absence des documents d'identité (20%).

## ABRIS ET BIENS NON-ALIMENTAIRES



41% des PDI sont hébergés au sein des communautés hôtes



59% des PDI vivent dans des sites spontanés

Figure 4: Types d'hébergement des ménages déplacés par région

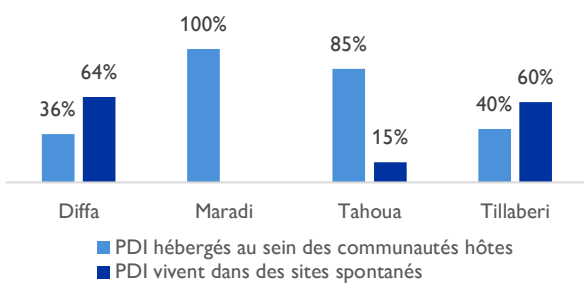


Figure 5: Types d'abri des ménages déplacés par région

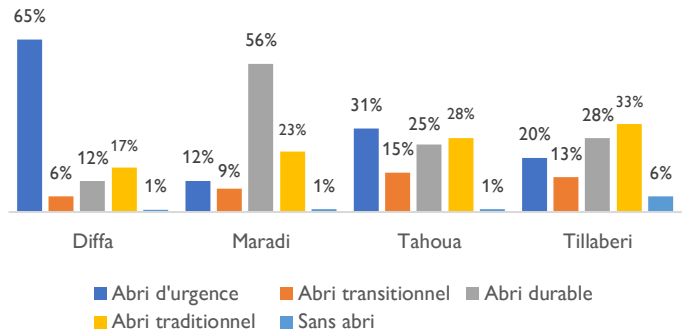
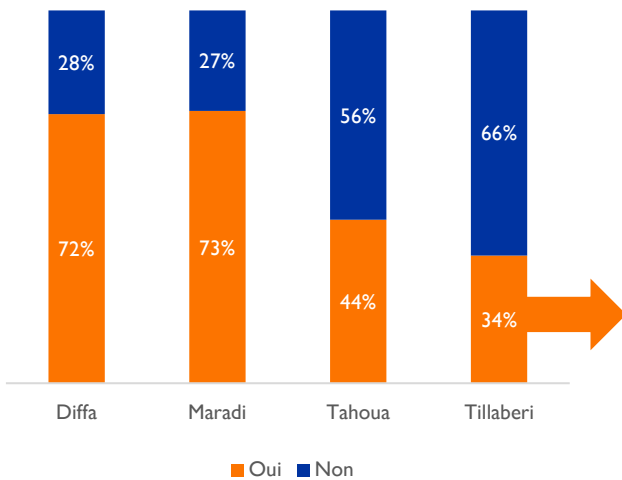


Figure 6: Ménages déplacés ayant besoin d'un abri



Carte 3: Besoin en abri par commune

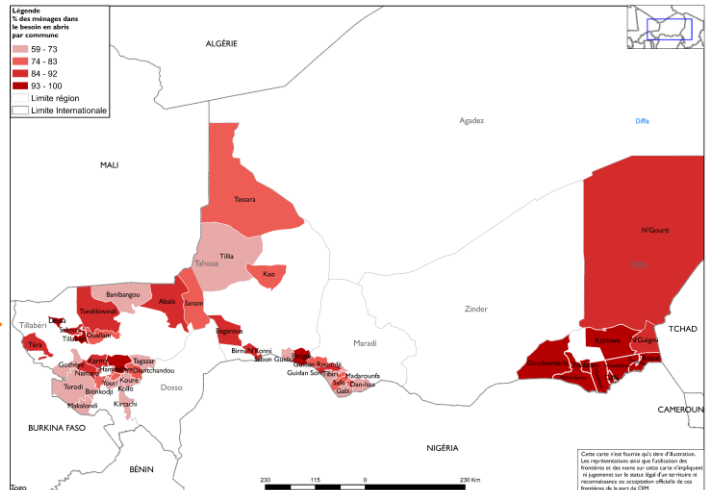
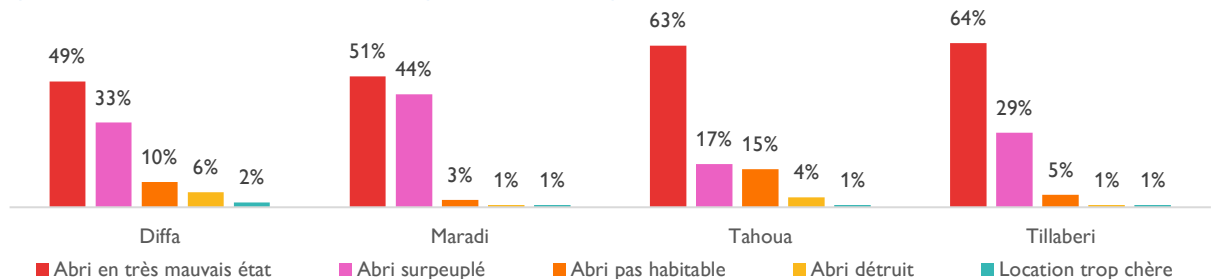


Figure 7: Problèmes liés aux abris des ménages déplacés par région



La majorité des déplacés (59%) vivent dans des sites spontanés, et le reste (41%) sont hébergés dans les communautés hôtes. À Diffa et Tillabéri, plus de 60 pour cent de déplacés vivent dans les sites spontanés. Dans la région de Maradi, presque tous les déplacés sont hébergés dans les communautés hôtes.

Les types d'abri les plus utilisés dans les régions de Diffa et de Tahoua sont les abris d'urgence, avec respectivement 65 pour cent et 31 pour cent. Dans la région de Maradi, ceux sont les abris durables (56%) qui sont plus utilisés et dans la région de Tillabéri, ce sont les abris traditionnels (33%).

Au total, 56 pour cent des ménages déplacés dans les quatre régions sont en besoin d'abris. Les régions de Diffa et de Maradi sont celles qui en ont le plus de besoin. Les trois principaux problèmes liés aux abris sont leur très mauvais état (57%), leur surpopulation (31%) et leur inhabitation (8%).



Figure 8: Sources d'eau par région

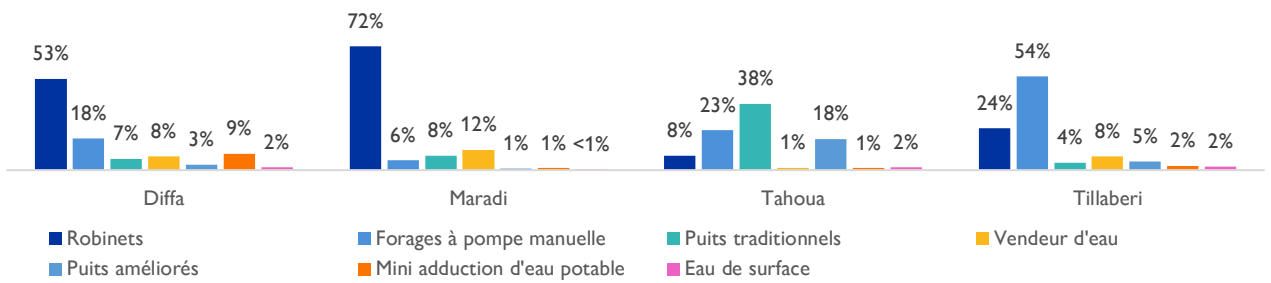


Figure 9: Qualité de l'eau région

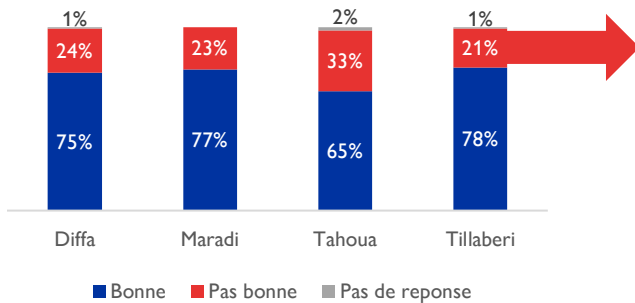


Figure 10: Problèmes liés à la qualité de l'eau par région

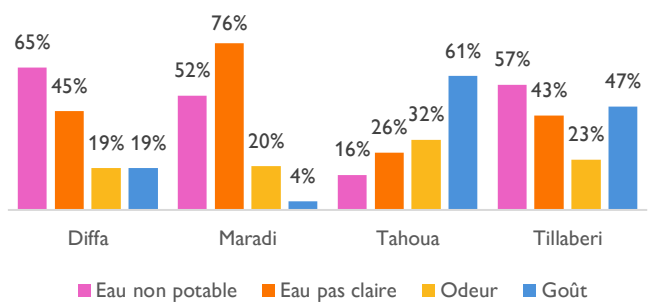
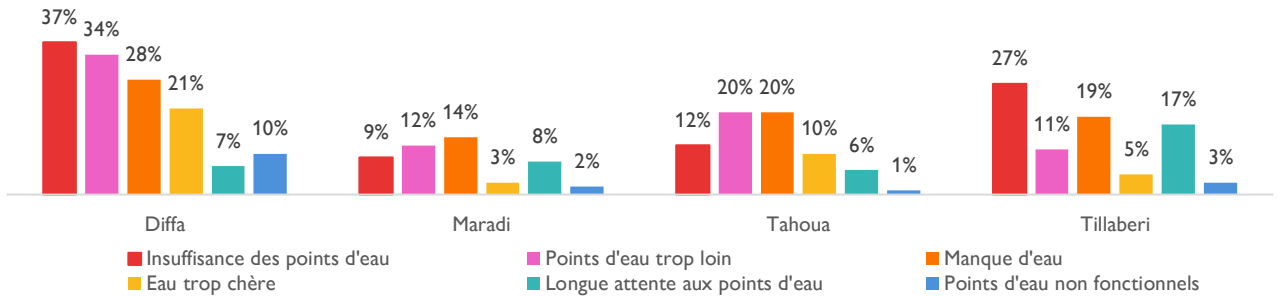


Figure 11: Obstacles d'accès à l'eau par région



La majorité des localités (plus de 70%) évaluées ont déclaré que la qualité de l'eau utilisée est bonne, moins de 30 pour cent des localités ont déclaré qu'elle ne l'est pas. Le principal problème lié à l'eau dans les localités des régions de Diffa et de Tillabéri est que l'eau n'est pas potable (59% des localités), dans la région de Maradi que l'eau n'est pas claire (76% des localités) et dans la région de Tahoua, problèmes de goût d'eau (61% des localités).

Plusieurs obstacles ont été rapportés par rapport à l'accès à l'eau. Dans les localités des régions de Diffa (37%) et de Tillabéri (27%) le principal obstacle est l'insuffisance des points d'eau. Ceci s'explique par le nombre élevé des ménages déplacés dans ces régions. Dans les régions de Maradi et de Tahoua, l'obstacle le plus rapporté était le manque d'eau dans respectivement 14 pour cent et 20 pour cent des localités.

Figure 12: Disponibilité des latrines par région

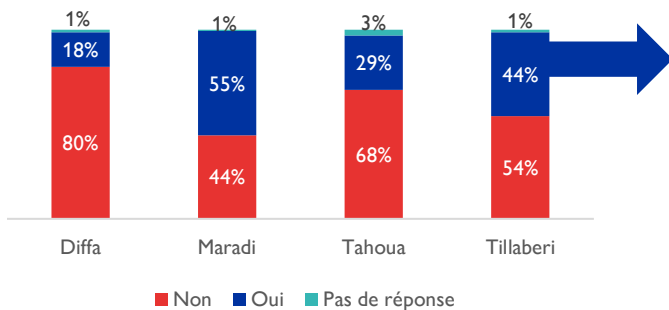


Figure 13: Etat de la majorité des latrines par région

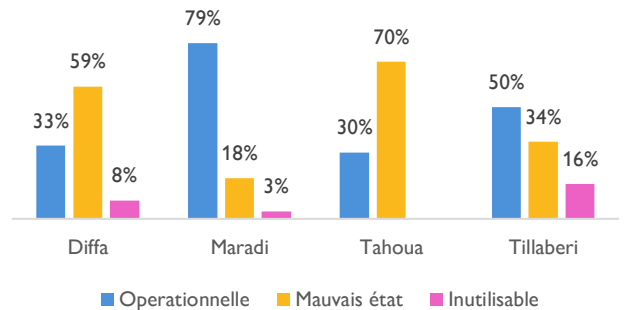


Figure 14: Latrines hommes et femmes séparées dans les localités par région

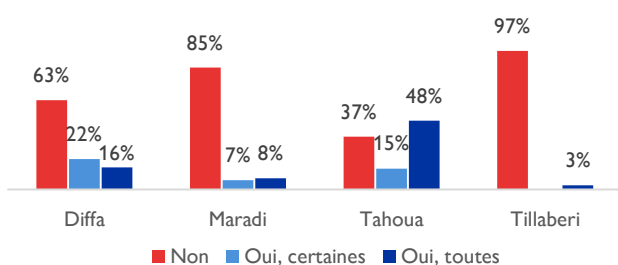
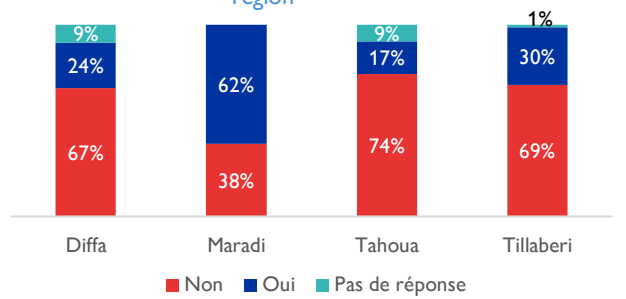


Figure 15: Comité d'hygiène dans les localités par région



Dans plus de 60 pour cent des localités évaluées, les abris n'ont pas de latrines (DTM) et dans moins de 40 pour cent seulement, des latrines sont présentes. La plupart des latrines sont fonctionnelles dans les régions de Maradi et de Tillabéri (65%), tandis que dans les régions de Diffa et de Tahoua, la majorité des latrines sont en mauvais état (65%). Dans les localités de Diffa, de Maradi et de Tillabéri, la plupart des latrines pour hommes et femmes ne sont pas séparées (82%), tandis que dans la région de Tahoua la majorité des localités ont des latrines séparées pour hommes et pour femmes (48%). Concernant l'hygiène, sauf dans la région de Maradi la majorité des localités ont un comité d'hygiène (62%).



## PROTECTION

Figure 16: Assureurs de la sécurité dans les localités par région

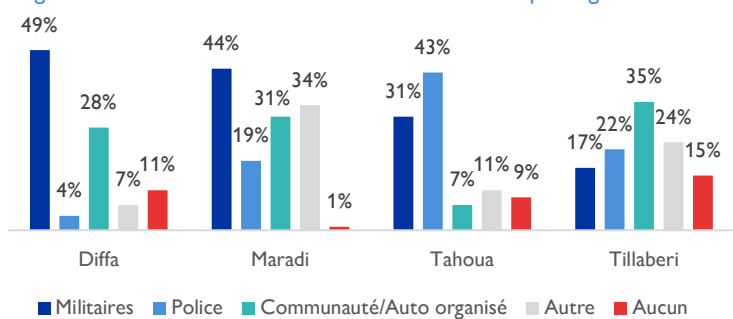


Figure 17: Efficacité de la sécurité dans les localités par région

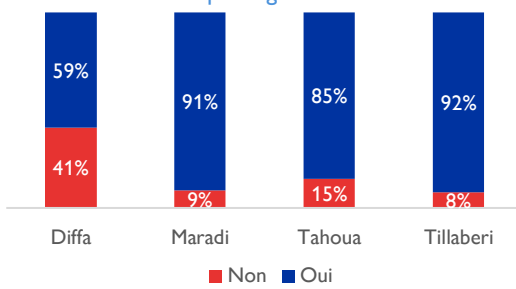


Figure 18: Incidents sécuritaires les plus répandus

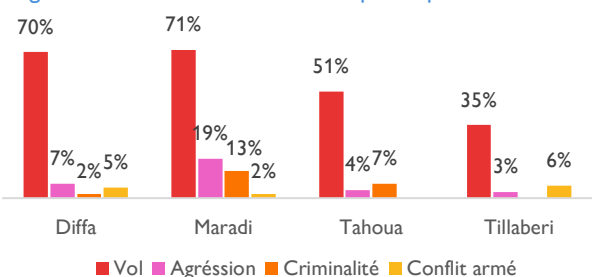


Figure 19: Incidents sécuritaires signalés

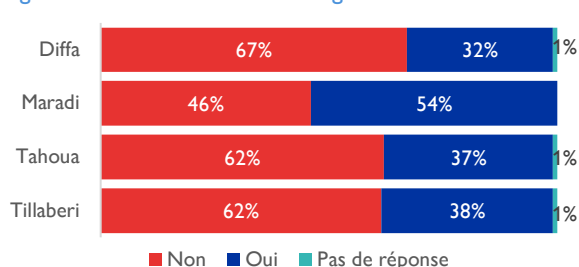


Figure 20: Relation entre les PDI et les communautés hôtes

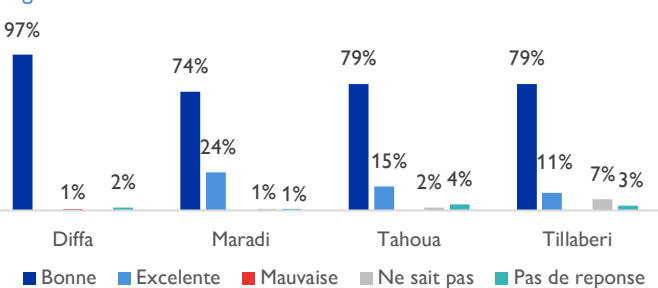
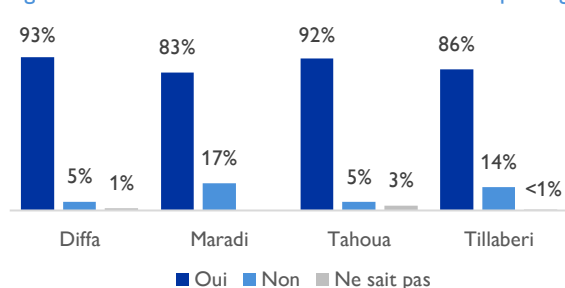


Figure 21: Sentiment de sécurité dans les localités par région



Dans la majorité des localités de Diffa et de Maradi, la sécurité est assurée par les militaires (plus de 46%). Dans la région de Tahoua, la sécurité de plus de 40 pour cent de localités est assurée par la police. En fin, dans la région de Tillabéri, la sécurité est assurée par les habitants eux-mêmes (communauté/auto organisé) dans la majorité des localités (34%).

L'incident sécuritaire le plus répandu dans les localités évaluées est le vol (plus de 56% des localités) dans les quatre régions. En général, la relation entre les déplacés et les communautés hôtes est bonne (plus de 80% des localités) dans les quatre régions.

Les habitants se sentent en sécurité dans la majorité des localités évaluées (89%). Dans les régions de Maradi et de Tillabéri, 17 pour cent et 14 pour cent respectivement des localités rapportent que les habitants ne s'y sentent pas en sécurité.

## ÉDUCATION

Figure 22: Existence de l'école dans les localités

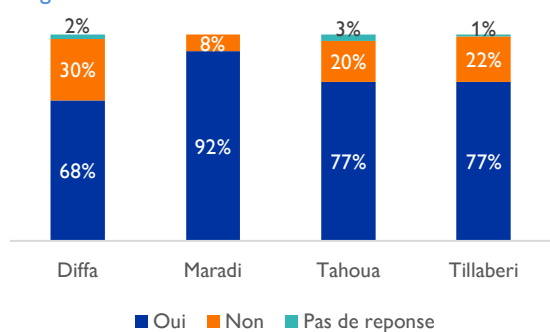


Figure 23: Enfants fréquentant l'école

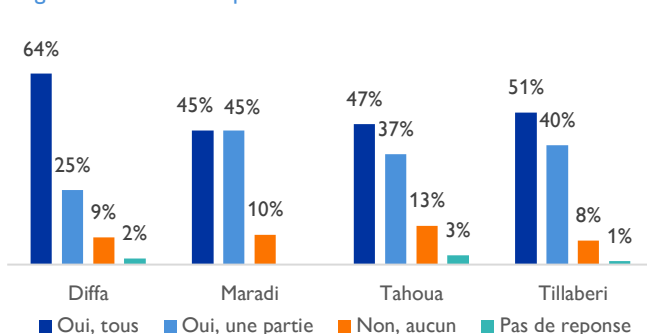
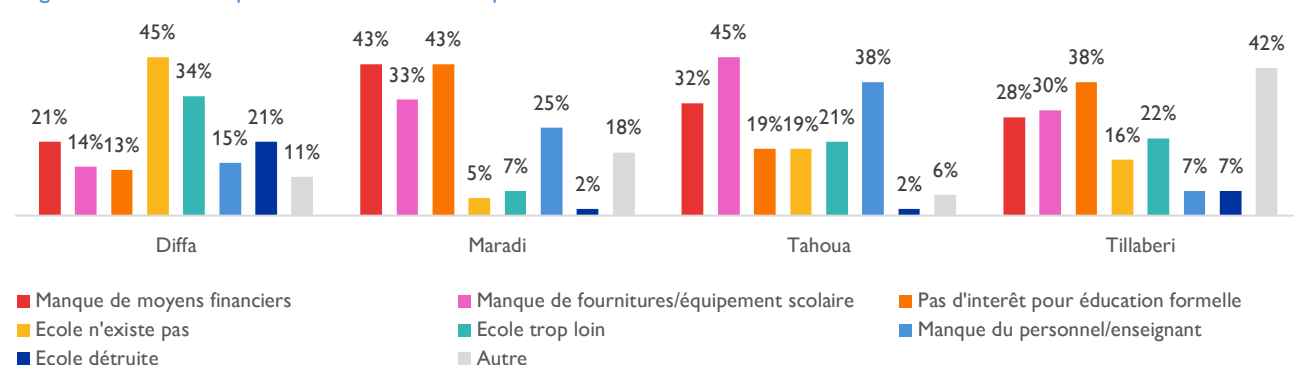


Figure 24: Raisons empêchant les enfants de fréquenter l'école



Plus de 78 pour cent des localités ont des écoles pour les enfants. Pour les localités sans écoles la majorité (30%) se trouve dans la région de Diffa (soit 85 localités de l'effectif des localités). Malgré l'existence de l'école certains enfants ne fréquentant pas. Les principales raisons empêchant les enfants de fréquenter l'école dans la région de Diffa sont; l'école n'existe pas (45%) et le manque de moyens financiers (21%), dans la région de Maradi le manque de moyens financiers et le manque d'intérêt 43 pour cent chacun, dans la région de Tahoua; manque de fournitures scolaires (45%) et manque de moyens financiers (32%), dans la région de Tillabéri; pas d'intérêt pour l'éducation formelle (38%) et manque de fournitures scolaires (30%).

## SANTÉ

Figure 25: Service de santé disponible

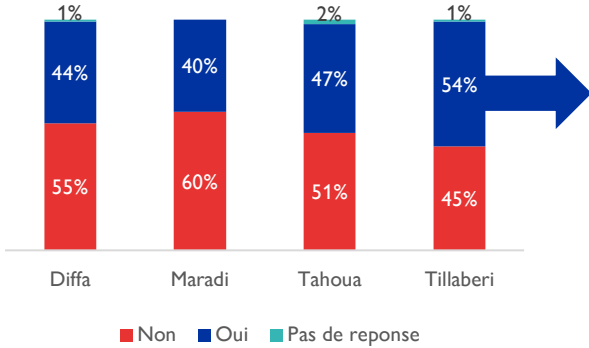


Figure 26: Type de Service de santé disponible

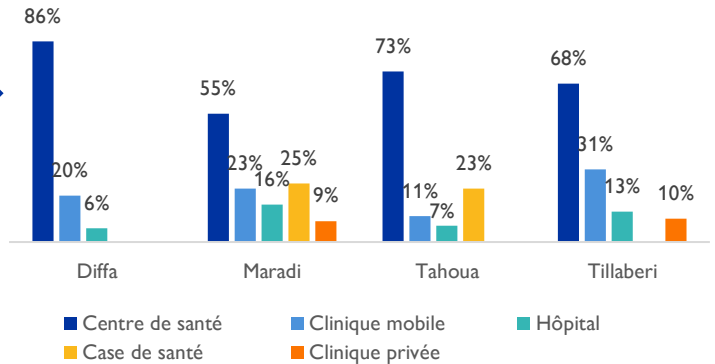
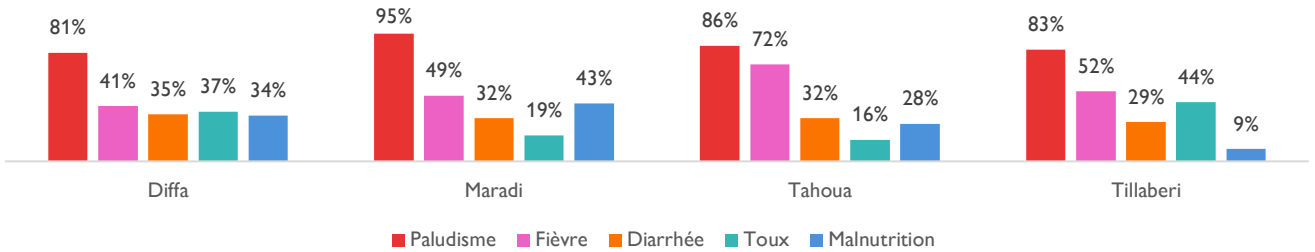


Figure 27: Problèmes de santé les plus répandus dans les localités évaluées



Environ 47 pour cent des localités évaluées dans les quatre régions ont des services de santé disponibles. La majorité des types de services de santé sont des centres de santé (71%) et des cliniques mobiles (21%). Les maladies les plus répandues dans les localités sont le paludisme (dans 86% des localités) et la fièvre (dans 53% des localités).

## ALIMENTATION

Figure 28: Principales sources de nourriture

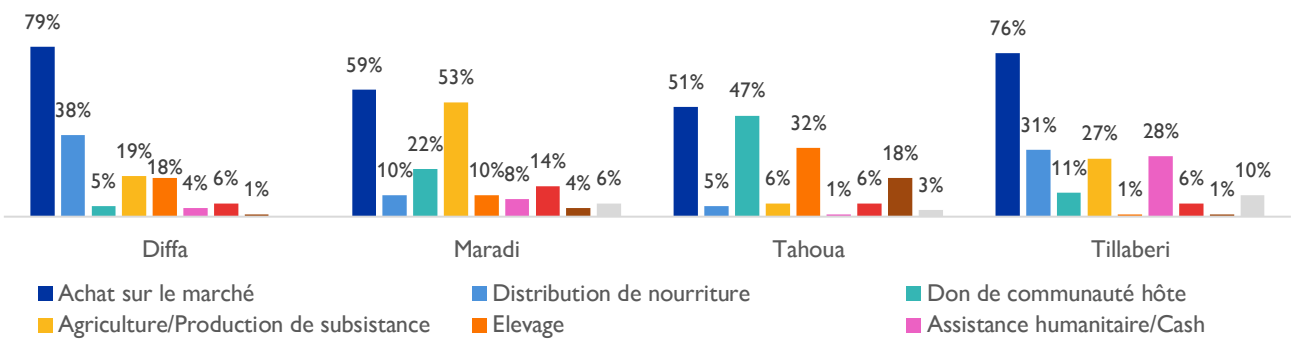


Figure 29: Disponibilité des biens primaires sur le marché

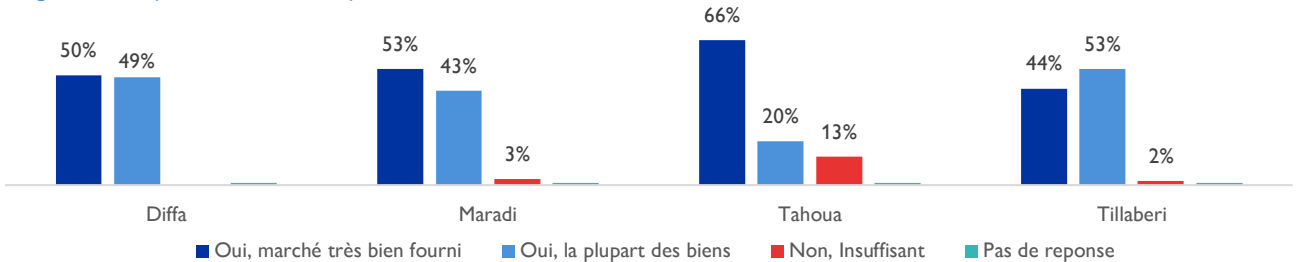
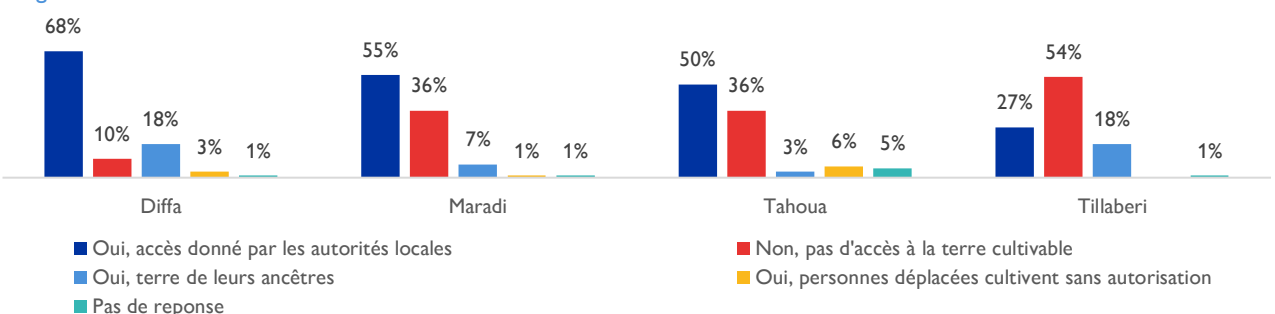


Figure 30: Accès à la terre cultivable dans les localités





Dans les régions de Diffa et de Tillabéri, les principales sources de nourriture sont le marché (77% des localités) et les distributions de nourriture (34% des localités). Dans la région de Maradi les principales sources sont le marché (59%) et la production de subsistance (53%). À Tahoua, les sources sont le marché (76%) et les dons des communautés hôtes (47%). Ceci montre que la première source de nourriture est le marché dans la plupart des localités, dans les quatre régions.

Plus de la moitié des localités (53%) ont déclaré que les marchés possèdent les biens primaires nécessaires.

En ce qui concerne l'accès à la terre cultivable, dans les régions de Diffa, de Maradi et de Tahoua, les déplacés de la majorité des localités (57%) ont accès à la terre cultivable donnée par les autorités locales. Toutefois, dans la région de Tillabéri, la majorité des localités (54%) ont déclaré que les populations déplacées n'ont pas accès à la terre cultivable.

## NUTRITION

Figure 31: Dépistage nutritionnel réalisé pour les enfants par localité par région

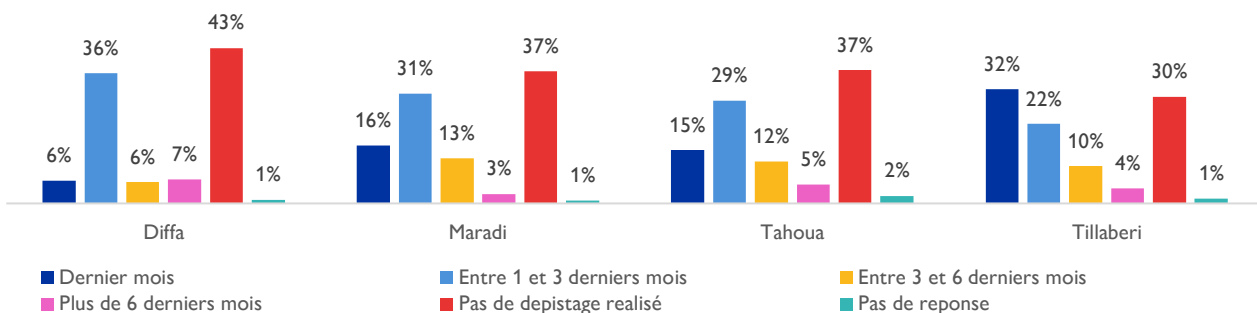


Figure 32: Disponibilité de centres thérapeutique

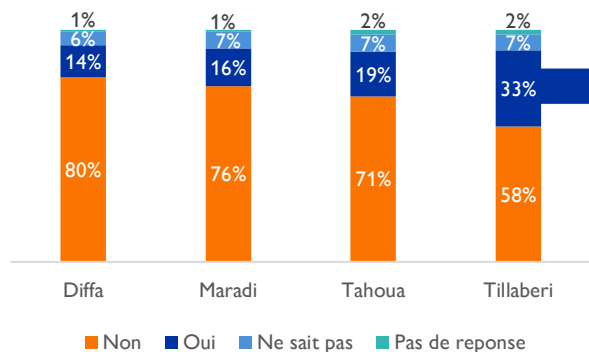


Figure 31: Accessibilité de centres thérapeutique

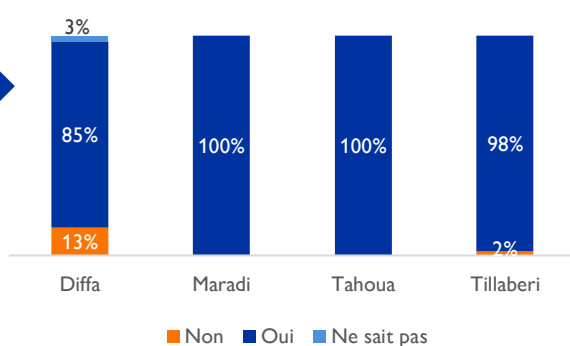


Figure 33: Réalisation des activités de sensibilisation alimentaires

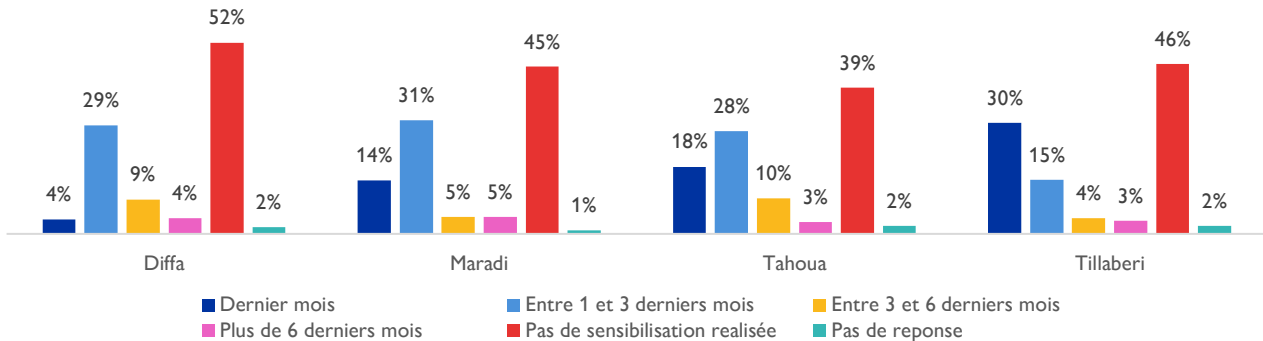
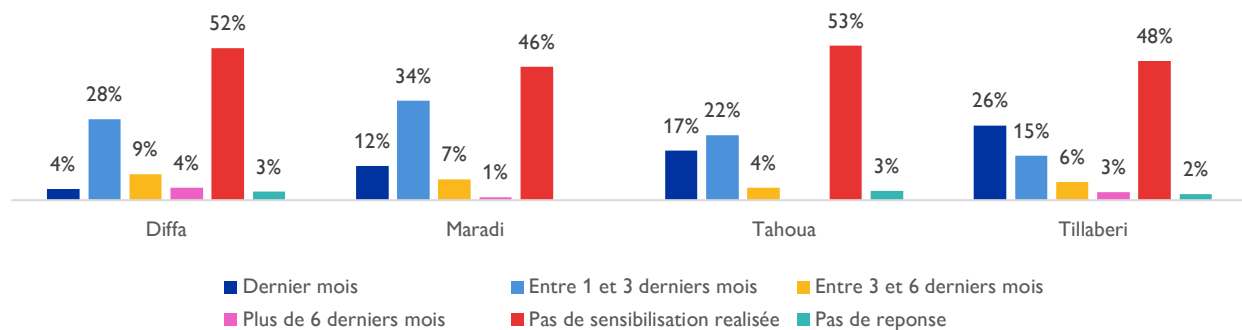


Figure 34: Réalisation des activités de supplémentation communautaire



Parmi les localités évaluées dans les quatre régions, 36 pour cent n'ont pas reçu un dépistage nutritionnel pour les enfants y résidant. Dans le reste (66%), les enfants avaient reçu au moins un dépistage, dont la majorité entre un et trois mois. Cependant, dans la région de Tillabéri, la majorité des localités ont mentionné avoir reçu un dépistage le mois précédent.

Les centres thérapeutiques ne sont pas disponibles dans la plupart des localités (71%) des quatre régions évaluées. Seulement 20 pour cent des localités ont mentionné la disponibilité de ces centres et ils sont accessibles par la majorité des PDI (96%) qui y résident dans ces localités.

La majorité des localités dans la région de Diffa n'ont pas reçu des activités de sensibilisation alimentaire (52%). Dans les régions de Maradi et de Tahoua, la majorité des localités ont reçu des activités de sensibilisation alimentaire, mais la plupart dans les 1 à 3 mois précédents (29%), sauf dans la région de Tillabéri où la majorité a reçu ces activités le mois passé (30% des localités).



## COMMUNICATION

Figure 35: Disponibilité des réseaux téléphoniques

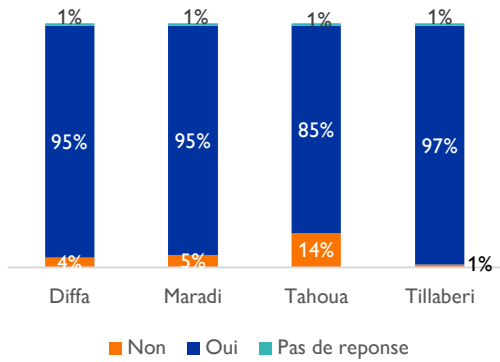


Figure 36: Types de réseaux téléphoniques disponibles

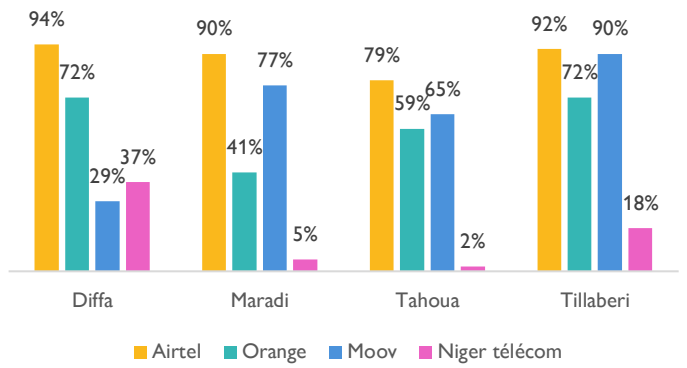
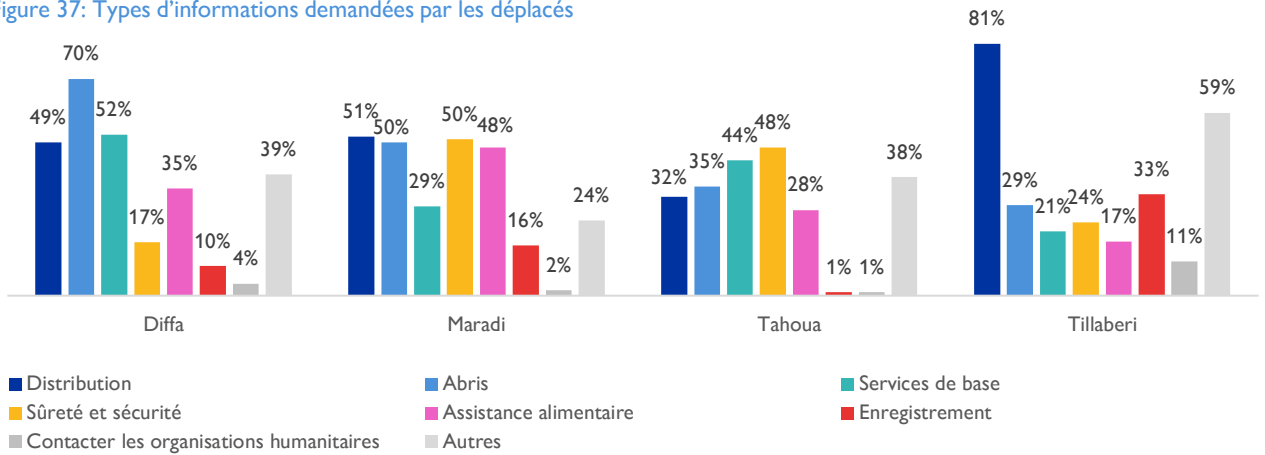


Figure 37: Types d'informations demandées par les déplacés



Dans les quatre régions concernées, presque toutes les localités évaluées (93%) ont une couverture téléphonique. Le réseau le plus disponible dans les localités est Airtel (89% des localités).

Selon les informateurs clés, les informations les plus demandées par les déplacés dans la région de Diffa sont les informations sur les abris (70%) et les services de base (52%). Dans la région de Maradi, les déplacés demandent des informations sur la distribution (51%) et les abris (50%). Dans la région de Tahoua, les déplacés demandent des informations sur la sécurité (48%) et les services de base (44%). Dans la région de Tillabéri, ils demandent des informations sur la distribution (81%) et les enregistrements (33%).



## REDEVABILITÉ

Figure 38: Trois préférences de modalité d'assistance

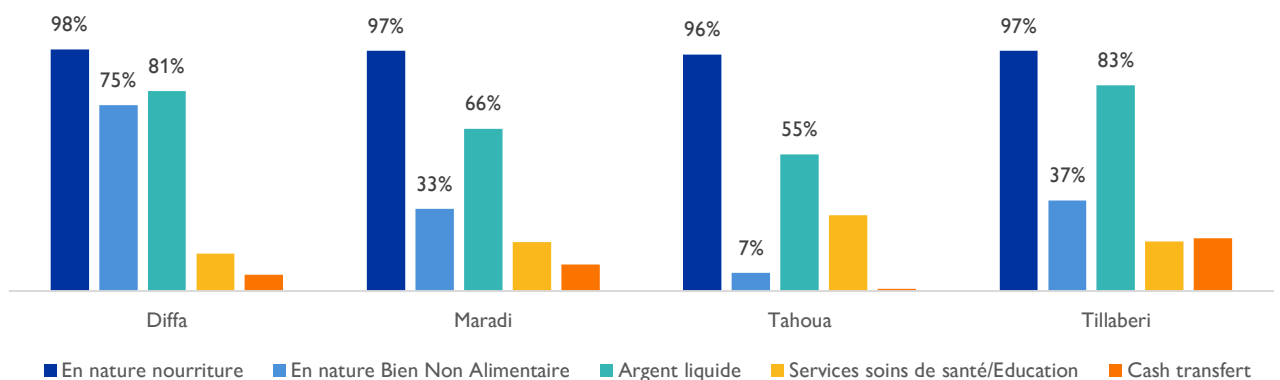


Figure 39: Types d'assistance les plus préférés

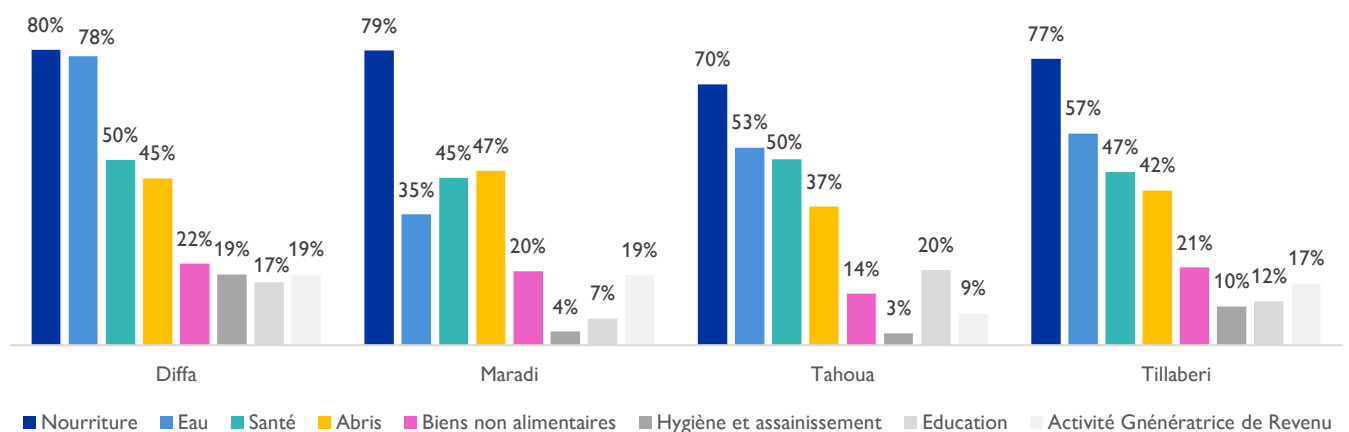
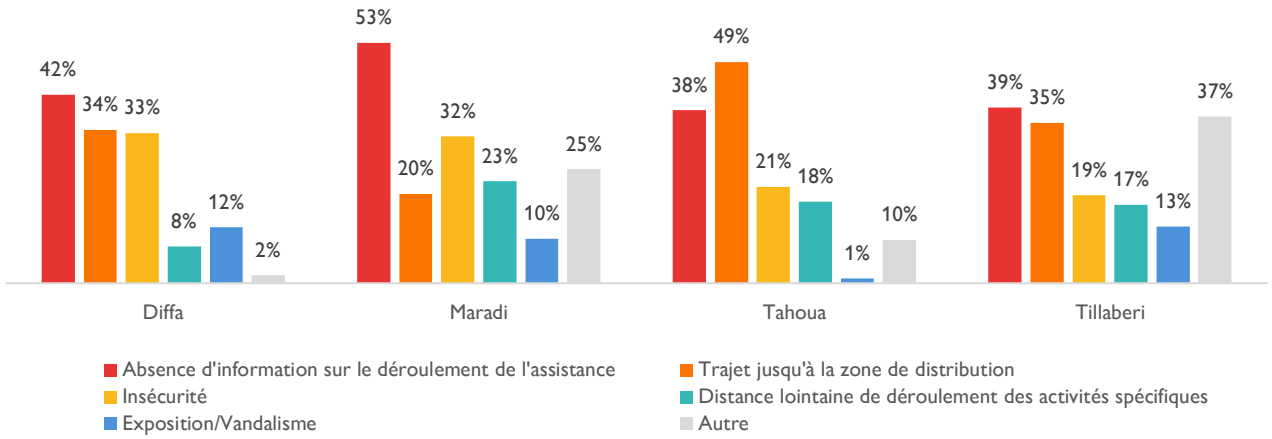


Figure 40: Difficultés d'accès à l'assistance



Pour les modalités d'assistance, les trois modalités de préférence sont l'assistance en nourriture (97%), l'assistance en argent liquide (71%) et l'assistance en bien non-alimentaires (38%). Les assistances préférées dans les localités étaient l'assistance en nourriture (77%), en eau (56%), en santé (48%) et en abri (43%).

Les difficultés les plus rencontrées pour accéder à l'assistance dans les localités évaluées étaient l'absence d'information sur le déroulement de l'assistance (43%), le trajet jusqu'à la zone de distribution (35%) et l'insécurité (26%).

La majorité des localités (76%) dans les quatre régions n'ont pas une connaissance du mécanisme de plainte par rapport à l'assistance.

Figure 41: Connaissance du mécanisme de plainte par rapport à l'assistance par localité par région

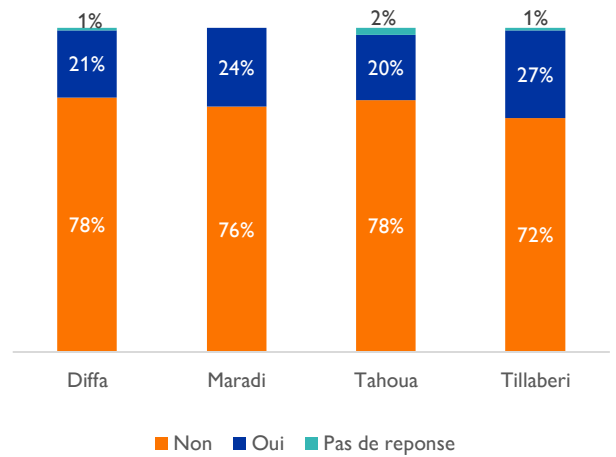


Figure 42: Préférence de canaux de partage d'opinion

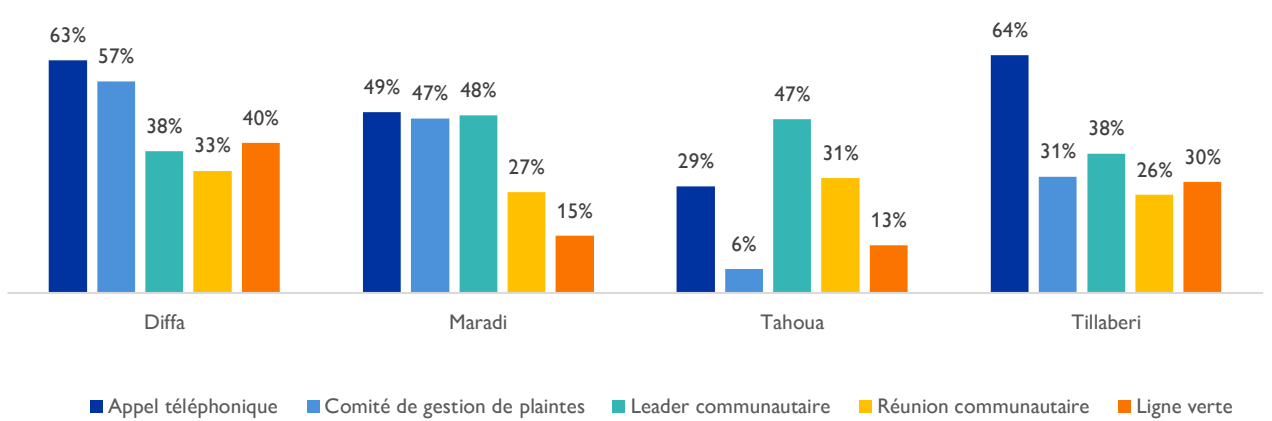
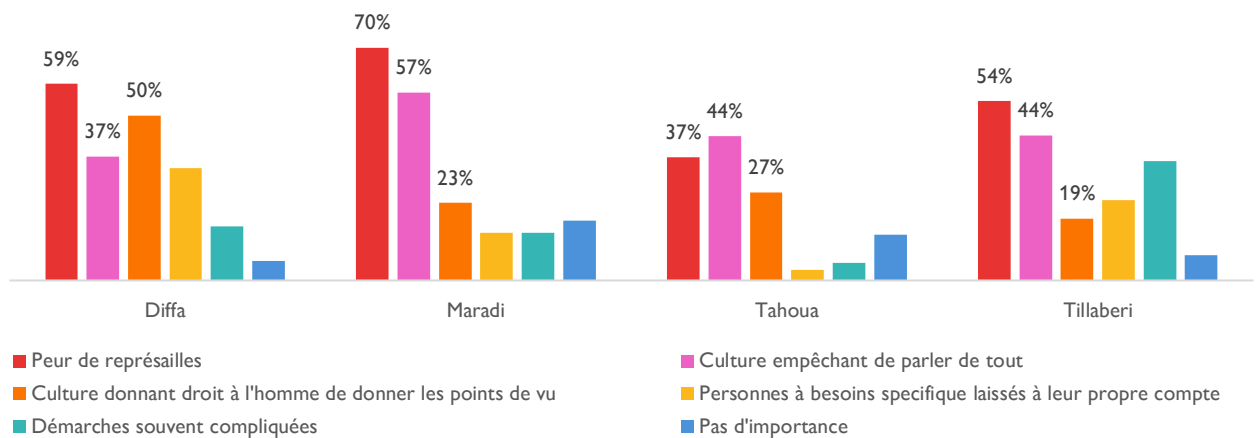


Figure 43: Barrières empêchant certaines populations déplacées à se plaindre



Dans les régions de Diffa, Maradi et Tillabéri, le canal le plus préféré pour le partage d'opinion (feedback, plainte, suggestion, question etc.) est l'appel téléphonique (plus de 49% des localités), tandis que dans la région de Tahoua c'est à travers les leaders communautaires (47%).

Certaines personnes sont limitées par certaines barrières qui les empêchent de se plaindre. Les trois principales barrières rapportées dans les localités sont; la peur des représailles (55%), la culture empêchant de parler de tout (46%) et la culture donnant droit à l'homme de donner les points de vu (30%).

Depuis les dernières années, le Niger est touché par une crise humanitaire causée par l'insécurité et les désastres. Les régions les plus touchées sont les régions de Diffa et de Tillabéri qui, à elles seules, hébergent plus de 80 pour cent des déplacés. Les principales raisons de déplacement sont l'insécurité (95%) et les désastres (5%). La majorité des déplacés (59%) sont hébergés dans des sites spontanés et 41 pour cent dans des communautés hôtes. Plus de 60 pour cent des déplacés des régions de Diffa et de Tillabéri sont hébergés dans des sites spontanés. La majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants. Plusieurs vulnérabilités ont été enregistrées dans les localités évaluées telle que les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les mineurs séparés et les orphelins.

Malgré le déplacement, il a été rapporté le retour de certaines anciennes personnes déplacées à leurs lieux d'origine, dont la majorité des retours sont survenus dans la région de Diffa (37% de l'effectif des retournés anciennes PDI). La principale raison de retour est l'amélioration de la situation sécuritaire (81%).

Selon les résultats de l'évaluation, les besoins humanitaires sont énormes. Plus de 50 pour cent des ménages déplacés ont besoin d'abris, étant donné que la majorité de ceux-ci sont dans un mauvais état. Parmi les localités évaluées, 62 pour cent n'ont pas de latrines et dans les 38 pour cent restant, les latrines font face à certains problèmes liés à leur mauvais état. Plus de 52 pour cent des localités n'ont pas de services de santé disponibles, les maladies les plus répandues étant le paludisme (86% des localités) et la fièvre (53% des localités).

D'une façon générale, la relation entre les déplacés et les communautés hôtes est bonne (82% des localités) et les personnes déplacées se sentent en sécurité dans les localités où elles sont hébergées (89%), malgré les services de base limités qui sont partagés entre les communautés hôtes et les populations déplacées.

La grande partie (76%) des localités n'ont pas une connaissance du mécanisme de plainte par rapport à l'assistance ou par rapport au comportement des acteurs humanitaires. La principale difficulté liée à l'assistance est l'absence d'information sur le déroulement de l'assistance (43%).

La situation sécuritaire est toujours volatile dans les régions de Diffa, de Tillabéri, de Maradi et de Tahoua. Malgré l'intervention humanitaire du gouvernement et des acteurs humanitaires, les besoins humanitaires restent un grand défi à relever.